

DFAE / DIVISION POLITIQUE II
p.B.15.21.Moz.(1). - YÖ/HMJ

Berne, le 12 septembre 1990

CONFIDENTIEL

Visite officielle de travail à Berne de
Son Excellence le Major-Général Joaquim Alberto CHISSANO,
Président de la République populaire du Mozambique,
le 11 septembre 1990

Rapport sur les entretiens officiels à la Maison de Watteville,
présidés du côté suisse par M. le Conseiller fédéral René Felber,
Chef du Département fédéral des affaires étrangères, avec la
participation de M. Otto Stich, Chef du Département fédéral des
finances

Le **Conseiller fédéral Felber** souhaite la cordiale bienvenue à son hôte. La présence à ses côtés du Chef du Département des finances et la visite de courtoisie du Président Chissano au Président de la Confédération à l'issue de ces premiers entretiens indiquent l'importance que les autorités suisses attachent à cette visite. Elle favorise des relations plus étroites et plus denses entre les deux pays. Le gouvernement suisse suit avec beaucoup d'intérêt les efforts du Président Chissano pour ramener la paix au Mozambique et pour inclure celui-ci dans une Afrique australe nouvelle. Rappel de notre participation au GANUPT, qui a développé l'intérêt de la population suisse pour cette région et lui a permis de mieux apprécier l'utilité de notre coopération. Mention de la récente visite à Berne du Président F.W. de Klerk et de Nelson Mandela.

Le **Président Chissano** indique que si les liens du Mozambique avec la Suisse sont peu connus, ils n'en sont pas moins très profonds et comptent parmi les plus anciens avec des pays européens. Mention de la présence suisses au siècle dernier déjà,

avec des médecins. Exemple du Consul général honoraire du Mozambique à Genève, en contact avec le Mozambique depuis plus de 50 ans. Evocation du récent assassinat du Dr René Gagnaux.

Concernant l'Afrique du Sud, il reconnaît à F.W. de Klerk et à Nelson Mandela une forte volonté de changement de la situation. Leurs intentions sont claires, mais ils rencontrent beaucoup de difficultés sur lesquelles ils n'ont guère de prise. Des forces extrémistes, de droite, notamment au sein de la police, sont opposées à ces changements. Elles utilisent les provocations pour arriver à leurs fins. Le conflit entre l'Inkhata et l'ANC en est un exemple. Il n'est pas une lutte tribale, mais résulte du combat d'un politicien voulant utiliser une certaine conjoncture tribale pour en faire une lutte de ce type. A nouveau autorisé, l'ANC cherche sa place, qu'il veut importante. Il en résulte de façon compréhensible une résistance, mais celle-ci n'est pas due à des raisons tribales. Mandela refuse de rencontrer Buthelezi dans les circonstances présentes, car ce dernier n'est pas aimé, même parmi les zoulous. Une rencontre diminuerait la popularité de Mandela. Malgré ces difficultés, les négociations avancent. Un climat de confiance est né entre le gouvernement et l'ANC.

Certes, le Mozambique voit d'un bon oeil ces changements. Mais les rapports de force économique subsistent. L'Afrique du Sud reste la puissance dominante en Afrique australe. Cet état de fait ne se modifiera pas du jour au lendemain, mais seulement en oeuvrant avec l'Afrique du Sud pour rétablir l'équilibre nécessaire dans la région, afin que le Mozambique, par exemple, puisse lui aussi bénéficier du développement économique. Le potentiel de cette région est grand. Il faut le développer pour qu'elle devienne viable et puisse servir de partenaire aux autres régions du monde. Le Mozambique a demandé à l'ANC de commencer à étudier les problèmes économiques de cette façon aussi. Le Président Chissano se dit d'accord avec le Président de Klerk pour une intégration économique de l'Afrique australe. Dos Santos est du même avis. Ce n'est malheureusement pas le cas de la plupart des Sud-Africains. Ces derniers estiment certes que les choses changeront, mais sont en même temps persuadés qu'ils parviendront à maintenir leur domination. Cela leur sera possible

pendant un certain temps, mais il faudra bien ensuite que les peuples d'Afrique du Sud et d'Afrique australe profitent eux aussi de ces changements, que la démocratie ne soit pas seulement politique, mais aussi économique.

La situation militaire du Mozambique s'est déjà améliorée. La RENAMO n'est plus aujourd'hui une force de déstabilisation aussi importante que par le passé. Grâce aux efforts diplomatiques entrepris, aucun gouvernement ne peut encore se prononcer en sa faveur, même celui du Kenya, pays pourtant source actuelle de beaucoup de problèmes pour le Mozambique. La RENAMO a perdu sa base intérieure et l'appui d'Etats comme l'Afrique du Sud, tout au moins sur le plan officiel. Certes, des forces d'extrême-droite continuent à la soutenir, mais avec beaucoup de difficultés.

Cette amélioration de la situation militaire a permis d'autres progrès, par exemple sur le plan des voies de communication, qui, à leur tour, facilitent le retour des populations depuis leurs lieux de refuge, que ceux-ci se trouvent à l'extérieur ou à l'intérieur du pays. Un grand nombre de personnes rentrent donc chez elles, de façon coordonnée et organisée ou non. Le gouvernement est par conséquent confronté aujourd'hui au problème du retour à la normalité.

C'est pourquoi il est en train de mettre sur pied un programme de reconstruction nationale et de normalisation de la vie, d'un montant total de \$ 250 millions. Celui-ci vise à créer dans les districts une infrastructure destinée à faciliter la réinstallation de ces gens, grâce à la réalisation de projets de développement intégré (transports, etc.). Le gouvernement veut empêcher un retour de ces personnes vers les villes en créant des noyaux de développement dans 40 districts considérés comme prioritaires, soit 4 districts par province, en favorisant donc un développement décentralisé. Les attaques de la RENAMO ont en effet amené la population à se réfugier dans les villes. Maputo compte par exemple environ 1,2 millions d'habitants, soit plus du double de la période précédant l'indépendance. Sa population a augmenté de près de 400'000 personnes au cours de ces seules dernières années.

Les dégâts causés par la guerre sont énormes. Sur le plan matériel, ils sont évalués à \$ 25 milliards. Ils remontent à l'époque de l'intervention rhodésienne au Mozambique au travers de la RENAMO. Ils résultent de la destruction de ponts, de chemins de fer, par exemple de celui qui reliait des mines de charbon au port de Beira, bloquant depuis lors l'exportation de ce minerai, de deux sucreries brûlées d'un coût de \$ 30 millions, de magasins, d'écoles, de centres de santé, etc. Les ravages sont aussi humains : 900'000 morts, 250'000 orphelins, enfants traumatisés, 7'000 enseignants au chômage en raison de la destruction d'écoles. Le processus de reconstruction doit donc aussi être celui du tissu social.

Il doit aussi viser la réinsertion des membres de la RENAMO, notamment des enfants qu'elle a obligés à commettre des assassinats. Cela sera difficile, car leur mentalité est touchée pour de longues années et parce qu'ils craignent tout : le renard a même peur de son ombre. Il faut donc créer un climat de confiance. Ces membres de la RENAMO viennent de régions différentes, car l'Afrique du Sud s'est efforcée de donner à ce mouvement une assise dans tout le pays. Pourtant, au début, il était concentré dans une région, celle de Beira, en raison de ses liens très étroits avec la Rhodésie. Celle-ci tentait alors par son intermédiaire de forcer la réouverture d'une ligne de chemin de fer aboutissant à ce port, fermée en raison des sanctions prises à son encontre. Aujourd'hui encore, le noyau de la RENAMO reste dans cette région, qui est le centre du pays. Pourtant, ce mouvement est maintenant divisé. Ainsi, lors d'une réunion de la RENAMO le mois dernier à Nairobi, ses membres résidant au Mozambique ont accusé ceux de l'extérieur de retarder le dialogue avec le gouvernement et, inversement, ces derniers ont accusé les premiers de pratiquer la corruption et de vouloir se rapprocher des autorités mozambicaines.

Les négociations entre le gouvernement et la RENAMO traînent. Les contradictions de celle-ci sont gênantes. Ainsi, quand le gouvernement se rendit compte que certaines difficultés empêchaient une rencontre avec la RENAMO au Malawi, il proposa le Vatican pour une réunion secrète. La RENAMO accepta ce lieu de

réunion, mais, le jour venu, refusa de s'y rendre en prétextant une offensive du gouvernement. Celle-ci terminée, elle se déclara disposée à aller au Malawi, puis changea subitement d'avis, en raison du soi-disant grand nombre d'agents mozambicains dans ce pays.

De façon semblable, lors de la première rencontre directe entre le gouvernement et la RENAMO, le chef de délégation de celle-ci a signé un accord précisant que les médiateurs seraient dorénavant inutiles, que les négociations seraient donc directes. De retour à sa centrale, il a pourtant été prié de se rétracter. Autre exemple: la RENAMO demandait l'instauration du multipartisme et la tenue d'élections, pourtant déjà annoncées par le gouvernement pour 1991 avec présence de candidats multiples et, une fois que la Constitution aura été modifiée, de partis multiples. Vu la lenteur des négociations, le FRELIMO est allé de l'avant et s'est déclaré favorable au multipartisme, décision qui doit encore être adoptée par le Parlement en octobre de cette année. Or, la RENAMO prétend maintenant qu'il aurait fallu discuter du multipartisme à la table des négociations.

Lors de la deuxième rencontre, la RENAMO a sollicité le retour des médiateurs kényans. Or, le Kenya se place aujourd'hui aux côtés de la RENAMO, même si le gouvernement mozambicain est à l'origine de son rôle de médiateur. Par conséquent, le Mozambique réclame aussi la réapparition des médiateurs zimbabwéens, pourtant refusée par la RENAMO. En fait, tant pour le Président Chissano que pour son chef de délégation à ces négociations, les membres de la RENAMO sont des bandits. Il n'est pas possible de faire sans cesse des concessions à des organisations de ce type. Parler à nouveau aujourd'hui de médiateurs n'est pas sérieux.

Aujourd'hui, la RENAMO prétend à nouveau que le gouvernement mène une offensive pour retarder l'ouverture du troisième round des négociations, alors que la question du cessez-le-feu figure à son ordre du jour. De plus, elle insiste pour que l'examen de celle-ci soit précédé d'une discussion des problèmes politiques.

Le Conseiller fédéral Felber souligne le fait que la RENAMO n'a jamais inspiré confiance. Cela n'a pas changé aujourd'hui. Il se dit sensible au fait que le Président Chissano soit pourtant ouvert à la négociation. Il signale l'intérêt de la Suisse pour les expériences du Mozambique avec les institutions de Bretton Woods.

Le Président Chissano rappelle que son pays n'a pas été membre de celles-ci pendant quelques années, non pour des raisons idéologiques, mais parce qu'il ne savait pas ce qu'elles signifiaient. Des contacts à leur propos ont été établis à partir de 1981, surtout avec les Américains. Le Mozambique a essayé de se rapprocher de ces institutions. Puis il a signé la Convention de Lomé, créée en 1975. Cette adhésion a facilité son étude de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

En 1985, le Mozambique a commencé à introduire certaines réformes économiques, dans le sens d'une légère libéralisation. De son côté, la Banque mondiale aurait aimé imposer un programme économique au gouvernement mozambicain. Ce dernier a pourtant formulé son propre programme et l'a présenté à la Banque mondiale, qui a mis beaucoup de difficultés à l'accepter, chose qu'elle a pourtant faite après avoir obtenu certains amendements. Ainsi, si elle a dû renoncer à sa demande de dévaluation brutale de la monnaie nationale, elle a obtenu que celle-ci subisse une dévaluation progressive. Il en résulte aujourd'hui, trois ans après l'entrée en vigueur du programme, une valeur de la monnaie nationale encore supérieure à celle que la Banque mondiale aurait voulu introduire en six mois seulement. Cette dévaluation, même progressive, provoque pourtant des difficultés pour la population, dont le pouvoir d'achat était déjà très bas au départ de l'opération.

En raison des problèmes sociaux préoccupants résultant de l'application de ce programme et de la baisse conséquente de popularité du gouvernement, celui-ci a essayé dès janvier 1990 de négocier, avec succès, l'élément social dans ce programme, dans le but de minimiser ses effets sur la population

la plus vulnérable. La Suisse participe d'ailleurs à cette volonté par son engagement dans le domaine de la santé.

Le Mozambique a connu récemment une hausse du produit national brut. Pourtant, en raison de cette greffe sociale sur le programme de réhabilitation économique, de la destruction de pylônes de la ligne électrique permettant au Mozambique d'exporter du courant vers l'Afrique du Sud et de la paralysie de beaucoup d'activités provoquée par les coupures d'électricité au Mozambique même, la hausse de cette année sera plus faible que celle prévue, pour autant qu'il y ait hausse. L'évolution du prix du pétrole sera déterminante à ce propos. Le Mozambique est parti d'une situation économique très difficile. Les mesures prises ces dernières années ne se reflètent pas encore sur le niveau de vie de ses habitants. Il n'y a pourtant pas d'autres moyens possibles que ces réformes. La BM et le FMI doivent faire preuve de flexibilité. Pour le peuple mozambicain, il y a aussi la satisfaction de voir de nouvelles marchandises dans les magasins, le problème étant même maintenant d'éviter une surabondance de produits superflus.

Les nationalisations effectuées par le gouvernement par le passé visaient exclusivement des étrangers, surtout des Portugais, qui sabotaient l'économie du pays. L'introduction de l'économie de marché a permis récemment aux Mozambicains de devenir des propriétaires. Le risque existe toutefois que cela soit essentiellement des étrangers qui profitent des réformes entreprises. En effet, les Mozambicains n'ont pas l'argent nécessaire pour participer aux enchères publiques tenues dans le cadre de la politique gouvernementale de privatisation. A l'époque, le Président Reagan n'avait donné que \$ 10 millions pour appuyer le secteur privé; aujourd'hui, les Etats-Unis n'ont accordé que \$ 2 millions dans ce but.

Le **Conseiller fédéral Felber** indique que la Suisse a l'intention de se joindre aux efforts de pays occidentaux, tels que la Suède et ceux de la Communauté européenne, pour appuyer les efforts de reconstruction nationale. Il souligne l'importance de la réinsertion dans la société civile des ex-combattants. Il signale

que les autorités suisses vont préparer un paquet d'aide comprenant à la fois ce soutien à la reconstruction nationale du Mozambique et l'appui au retour des exilés en Afrique du Sud. La Suisse désire éventuellement lancer en temps voulu un appel conjoint avec d'autres pays pour appuyer les efforts faits dans ce sens.

L'**Ambassadeur F. Staehelin** souhaite connaître l'avis du Président Chissano sur le moment idéal auquel pourrait être lancé un tel appel. Il signale que cette action spéciale de la Suisse pourrait se greffer et s'intégrer dans les structures administratives et d'aide d'urgence déjà en place au Mozambique.

Le **Président Chissano** indique que son gouvernement n'a pas encore terminé sa réorganisation institutionnelle. Mais il est déjà en train de mettre sur pied un organisme destiné à la reconstruction et à la normalisation de la vie nationale. Le Président Chissano précise qu'il a déjà discuté de l'aide nécessaire à ce sujet avec le Président Bush, en mars de cette année, à qui il a proposé de lancer un plan Bush pour le Mozambique à l'exemple du plan Marshall. Il en a également informé Mme Thatcher et M. Mitterrand, ainsi que, indirectement, M. Andreotti. Il s'agit d'une question très urgente, puisque l'on parle déjà de la fin de la guerre au Mozambique. Il est possible de commencer la mise en oeuvre du programme du gouvernement dès aujourd'hui, car de vastes régions du Mozambique connaissent une situation permettant son application. Le Président Chissano a reçu l'adhésion des interlocuteurs susmentionnés pour la réalisation de ce programme, d'un coût de \$ 250 millions, sans compter les frais résultant de la reconstruction des chemins de fer. Les pays qui y sont le plus intéressés sont l'Italie, la France, les Etats scandinaves, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Mais le Président Chissano attache beaucoup d'importance à ce que l'Allemagne fédérale soit aussi associée à cette opération, en raison de ses nombreux intérêts au Mozambique et de la probable reprise par l'Allemagne unifiée des accords étendus signés par l'Allemagne démocratique avec le Mozambique. Concernant l'appel susmentionné, le Président Chissano dit qu'il serait bon qu'il soit lancé après

l'adoption, au mois d'octobre, de la nouvelle Constitution mozambicaine, soit à la fin octobre ou au début novembre.

Le **Conseiller fédéral Felber** brosse enfin un tableau des développements en Europe occidentale et centrale en précisant quel est l'engagement de la Suisse. Il signale la mobilisation considérable d'énergies et de sources de financement que signifient ces changements et ceux prenant place en Union soviétique. Il est nécessaire de veiller à ce qu'elle ne se fasse pas au détriment des pays en développement.

Berne, le 12 septembre 1990

CONFIDENTIEL

Note à : - DFAE . Chef du Département
 . Secrétaire d'Etat
 . Secrétariat du Chef du Département
 . Secrétariat du Secrétaire d'Etat
 . Secrétariat politique
 . DDA
 . DDA, Section Afrique orientale
 . DDA, Section aide humanitaire et alimentaire
 . DDA, Section de la coopération financière
 . Division politique III
 . Ambassade de Suisse à Maputo
 . Bureau de coordination à Maputo
 . Ambassade de Suisse à Harare
 . Ambassade de Suisse à Prétoria

UG 17. Sep. 90 - 16

DG 17. Sep. 90 - 16

- DFEP . OFAEE
 . OFAEE, Section Pays d'Afrique en développement
 . OFAEE, Section de financement II
- DFF . Secrétariat du Chef du Département
- DFJP . Secrétariat du Président de la Confédération

Visite officielle de travail à Berne de
 Son Excellence le Major-Général Joaquim Alberto CHISSANO,
 Président de la République populaire du Mozambique,
 le 11 septembre 1990

Vous trouverez ci-joint le rapport sur les entretiens officiels
 ayant eu lieu à la Maison de Watteville à l'occasion de la visite
 susmentionnée.

DIVISION POLITIQUE II
 p.o.

François Chappuis

Annexe mentionnée

Copie avec annexe : - SI, CFR, YO

DG 17. Sep. 90 - 16